

Y a-t-il une science économique ?

par Bernard Guerrien.

Y a-t-il une science économique ? La réponse à cette question ne va pas de soi, comme en témoigne, entre autres, le caractère fluctuant des appellations utilisées pour désigner l'activité théorique des économistes : science économique (au singulier), sciences économiques (au pluriel), économie politique, économique... A cela s'ajoute la distinction à la mode entre "sciences molles" et "sciences dures" - l'économie étant rangée parmi les premières.

Commençons par revenir aux sources, à la définition de ce qu'est une science. Selon le Vocabulaire technique et critique de la philosophie d'André Lalande (éd. PUF, 1947, 16e éd. 1988), la science est "synonyme de savoir" ou, plus précisément, elle est "un ensemble de connaissances et de recherches ayant un degré suffisant d'unité, de généralité, et susceptibles d'amener les hommes qui s'y consacrent à des conclusions concordantes, qui ne résultent ni de conventions arbitraires, ni des goûts ou des intérêts individuels qui leur sont communs, mais de relations objectives qu'on découvre graduellement, et que l'on confirme par des méthodes de vérification définies" (p. 954).

Cette définition pose immédiatement problème en ce qui concerne l'économie. D'abord, parce que les "conclusions concordantes" y sont fort rares (s'il y en a...). Ensuite, parce qu'on peut douter qu'il y ait en économie des "relations objectives qu'on découvre graduellement et que l'on confirme par des méthodes de vérification définies". Dans ce qui suit, on se propose de réfléchir sur le pourquoi de cette situation - les raisons pour lesquelles cette définition générale de ce qu'est une science s'applique mal à ce qui se passe en économie. On commencera par rappeler les traits propres aux théories économiques, par rapport aux sciences de la nature, puis on verra comment ils agissent sur la pratique des économistes, y compris la façon dont ils élaborent des théories.

Les particularités de l'approche en économie

La démarche, théorique et pratique, en économie se distingue radicalement de celle des sciences de la nature pour trois raisons presque évidentes :

- les théories économiques portent sur des rapports entre les hommes qu'il est difficile - voire impossible - de réduire, de façon vraisemblable, à des relations entre quelques variables qui pourraient être à la fois isolées et cernées avec une certaine précision (ce que fait toute théorie) ; il s'ensuit notamment qu'on ne peut procéder en économie à des expériences contrôlées, comme on peut le faire dans d'autres sciences ;

- lorsqu'on décèle des relations relativement fiables entre certaines variables, elles ne sont généralement ni universelles, ni pérennes : elles varient à la fois dans l'espace (elles ne sont pas les mêmes dans toutes les régions du monde) et dans le temps (les sociétés et les moeurs évoluent, et parfois très rapidement). Il n'existe d'ailleurs pas, en économie, de lois au sens où on l'entend habituellement, notamment dans les sciences de la nature : tout au plus peut-on parler de tendances ;

- le théoricien est, qu'il le veuille ou non, partie prenante des sociétés qu'il étudie : il a forcément une opinion sur elles, et donc sur ce qu'il faut faire pour les rendre meilleures. C'est pourquoi les économistes se contentent rarement de constater ce qui est (ou ce qu'ils croient être) : ils ne peuvent s'empêcher de dire ce qui doit être (ce qu'ils pensent être bon pour la société). L'existence de cette dimension normative implicite (ou parfois explicite) dans les théories économiques est une importante source de confusion - même si elle n'a a priori rien de répréhensible. Si les théoriciens annonçaient clairement leur opinion sur la société de leurs vœux - et donc comment leurs modèles s'inscrivent dans cette perspective -, tout serait plus clair. Mais, en règle générale, il n'en est rien. La tendance à présenter les théories sous forme mathématique va d'ailleurs dans le sens contraire, en faisant croire que leur "objectivité" (ou leur "neutralité") découlerait de celle des nombres et des symboles utilisés.

Expérimentation, lois, tendances et rôle des mathématiques sont donc au centre de la réflexion sur la question de l'existence d'une science économique.

Economie et expérimentation

Les théories, quelles qu'elles soient, sont au départ le fruit de l'imagination et des croyances de ceux qui les formulent. Pour effectuer un tri parmi elles, jusqu'à n'en retenir qu'une seule, à propos d'un phénomène donné, la méthode idéale est celle des expériences contrôlées, où l'on n'isole que ce qui est pris en compte dans la théorie. En économie, de telles expériences ne sont toutefois pas possibles. Comme le remarquait John Stuart Mill il y a plus d'un siècle, à propos des comportements individuels : "Pour l'investigation expérimentale directe de la formation du caractère, il faudrait élever et éduquer un certain nombre d'êtres humains depuis leur enfance jusqu'à la maturité ; et pour instituer scientifiquement les expériences, il serait nécessaire de connaître et de noter chacune des sensations ou impressions éprouvées par le jeune pupille longtemps avant qu'il ne parle, ainsi que ce qu'il a pu penser lui-même sur les sources de ces sensations et impressions. Une circonstance en apparence insignifiante qui aurait échappé à notre vigilance pourrait introduire des impressions et des associations qui vicieraient l'expérience en tant que manifestation authentique d'effets découlant de causes déterminées" (Système de logique, liv. VI, chap. V, § 2). Ce qui est vrai pour l'individu l'est encore plus pour la société, formée d'une multitude d'individus, où les "circonstances en apparence insignifiantes" peuvent être, évidemment, bien plus nombreuses - pour ne pas dire innombrables.

Il est vrai que, ces derniers temps, l'"expérimentation" est devenue à la mode en économie. Le prix Nobel a même été attribué, en 2002, à Daniel Kahneman et Vernon Smith pour leurs travaux dans ce domaine. Travaux qui remontent, en bonne partie, aux années 1960. S'il a fallu tellement attendre pour que la profession les reconnaisse, c'est probablement parce qu'ils sont plutôt gênants pour elle. Ainsi, Kahneman a mis en évidence que les comportements effectifs des individus ne concordent pas avec ceux que postule la théorie (ils peuvent, notamment, être incohérents). Comme le résume Matthew Rabin, dans son compte-rendu (publié dans le *Scandinavian Journal of Economics*, 105[2], 2003) sur les raisons pour lesquelles Kahneman a obtenu le prix Nobel : "Les travaux de Kahneman attirent l'attention sur la façon dont l'approche économique usuelle a une vision erronée du comportement humain. Lui, ainsi que Amos Tversky et Richard Thaler, ont été des mouches du coche utiles, qui ont (ou devraient avoir) convaincu les économistes que beaucoup de leurs hypothèses font qu'ils se fourvoient de façon importante (importantly misleading)." En fait, la vision erronée du comportement humain dont parle Rabin continue à dominer, et de loin, dans l'enseignement ainsi que dans la modélisation en économie. Quant aux "expériences" de Vernon Smith, elles portent sur ce que doivent être (pour arriver à des résultats efficaces) les formes d'organisation des échanges, et non sur ce qu'elles sont dans la réalité. Comme le remarque Thomas Bergstrom dans son compte-rendu (venant après celui de Rabin) sur le Nobel de Smith, celui-ci a "pensé à utiliser les expériences de laboratoire comme une "soufflerie" où seraient testés de nouveaux types d'institutions économiques". La démarche est clairement normative.

Tout cela explique pourquoi un étudiant en économie peut avoir fait tout le cursus sans avoir jamais entendu parler de ces "expériences" et sans, évidemment, n'en avoir jamais faites. Ce qui serait inconcevable en physique, en chimie ou en biologie, pour ne parler que d'elles.

Y a-t-il des lois en économie ?

Astronomes et géologues, pour ne citer qu'eux, ne font pas non plus d'expériences. Ils se servent des résultats obtenus par les sciences qui en font et, en outre, accordent une place essentielle à l'observation. La régularité des phénomènes physiques, leur répétition, leur caractère universel (dans le temps et l'espace, du moins à une certaine échelle), permettent d'expliquer bon nombre de phénomènes (en géologie), et même de faire des prédictions de très grande qualité (en astronomie). La situation est fort différente en économie, où il est impossible de trouver des situations qui ne différeraient, pour l'essentiel, que par l'action d'un

ou quelques facteurs bien identifiés - premier pas vers l'établissement de relations causales, et donc de lois.

C'est pourquoi il n'est pas possible de trouver, en économie, de lois prenant la forme de relations précises et toujours vérifiées entre deux ou plusieurs variables, toutes choses égales par ailleurs - cette dernière condition n'étant pratiquement jamais vérifiée, même approximativement. Les économistes créent toutefois la confusion en employant le mot "loi" là où il ne faudrait pas. Tel est le cas, par exemple, lorsqu'ils évoquent la "loi de l'offre et de la demande", selon laquelle le prix d'un bien dont l'offre est supérieure à la demande tend à augmenter (ou à diminuer, dans le cas contraire). Dès qu'on veut donner un contenu un peu plus précis à cette soi-disant loi, on s'aperçoit qu'elle est bien floue : qui fait varier le prix ? et comment ? Ce prix est-il unique ? Ne peut-il arriver que les demandeurs s'organisent et refusent de payer un prix plus élevé ? Ou qu'ils se reportent sur d'autres biens ? On peut faire des constatations similaires dans le cas des "lois" de l'utilité marginale (ou des "rendements factoriels") décroissante(s). Dans un livre intitulé Les Lois économiques et l'histoire (éd. Economica, 1992), Charles Kindleberger étudie quatre cas : la "loi d'Engel" (la structure de la consommation varie lorsque le revenu augmente), la "loi de Gresham+" ("la mauvaise monnaie chasse la bonne"), la "loi de l'unicité du prix" (la tendance à la disparition des écarts de prix pour un même bien) et la "loi d'airain des salaires+" (la tendance du salaire vers le niveau de subsistance). Il est clair que le mot loi ne peut être pris ici au sens qu'on lui donne dans les sciences de la nature - même pas au sens de ce que John Stuart Mill appelle une loi empirique ("une uniformité de successions ou de coexistences qui se vérifie dans tous les cas, dans les limites de notre expérience, mais qui ne contient en elle-même aucune garantie qu'elle doive se vérifier au-delà de ces limites", Système de logique, liv. VI, chap. V, § 1).

Si on se réfère aux exemples de "lois" qu'on vient de donner, on constate en fait qu'ils désignent tous plutôt des tendances. Mill, il y a près de deux siècles, avait déjà attiré l'attention sur ce point : "La science de la société, considérée comme un système de déductions a priori, ne peut être une science de prédictions positives, mais seulement de tendances" (liv. VI, chap. IX, § 2).

Des tendances plutôt que des lois

Le mot "tendance" suggère une direction, un sens, mais pas un résultat certain. La tendance est elle-même la manifestation - ou la résultante - d'une ou plusieurs lois. A la cause principale viennent s'en ajouter d'autres, secondaires (ou considérées comme telles). De cet "enchevêtrement de lois" (Mill) sortiront des tendances, mais aussi des contre-tendances, qui en atténuent (ou même annulent) les effets. Ainsi, plutôt que de parler de loi d'égalisation des taux de profit, on parlera de tendance, parce que l'égalisation peut prendre du temps et des ressources - en collecte d'information, en comparaison des divers types de profit, en évaluation des risques qui leur sont inhérents. En fait, les taux de profit ne seront jamais égaux; tout au plus seront-ils très proches.

Un autre exemple, plus controversé, est celui de la baisse tendancielle du taux de profit+. L'idée est simple : si l'on pense que toute valeur vient du travail et que, avec le temps, le travail accumulé (sous la forme de machines, d'équipements, de locaux, etc.) augmente par rapport au travail vivant, alors le taux de profit (rapport d'une partie du travail vivant, le profit, et du travail mort, accumulé) doit diminuer. Mais ce n'est là qu'une tendance, qui peut être contrecarrée par une augmentation du profit (part du travail vivant appropriée par les capitalistes) ou par une diminution de la valeur du travail accumulé (équipements obsolètes ou non utilisés). Si la tendance à la baisse du taux de profit n'est pas très nette, on peut se demander si c'est en raison de l'existence de contre-tendances, ou si cela est dû au caractère erroné de la théorie (la tendance à la baisse n'existe pas). L'expérience contrôlée ne permettant pas de trancher, les deux points de vue peuvent continuer à coexister, indéfiniment.

Comment déceler les tendances, à supposer qu'elles existent ? Par l'observation, à commencer par l'étude de l'histoire et des données économiques accumulées. L'économétrie peut aider

alors à déceler des régularités, à tester l'existence de relations causales plus ou moins simples - tout en sachant qu'elles sont approximatives et dépendantes du lieu et de la période étudiés. L'introspection est un autre moyen d'observation propre à l'économie : chacun peut faire des expériences sur les comportements humains en s'observant soi-même (et son entourage). D'où le scepticisme que suscite la théorie usuelle du consommateur, celle qui est enseignée dans les manuels de micro économie, la réaction de celui qui l'entend étant : "mais, moi, je ne fais pas du tout mes choix de cette façon - notamment avec ces calculs que je ne comprends même pas !" (2). Il est difficile, en fait, de parler de comportements en soi, dans un environnement donné, alors que ces comportements influencent (ou même engendrent) cet environnement.

Réalité et autoréalisation

Les théories économiques portent sur des sociétés formées d'êtres humains qui, à la fois, sont influencés par elles et les engendrent. Leurs croyances - concernant ce que vont faire les autres ou ce que peut réserver l'avenir - jouent un rôle essentiel au moment de la prise de décision, puis du passage à l'action. Il n'existe pas de réalité en dehors d'eux - comme le supposent physiciens et autres -, pour la simple raison qu'ils sont eux-mêmes parties prenantes de cette réalité qu'ils contribuent à engendrer par leurs actions. D'où le rôle essentiel joué, dans les modèles économiques, par les croyances des individus qui sont les éléments de base de ces modèles. Un cas limite est celui où il y a autoréalisation : en agissant sur la base de leurs croyances, les agents économiques provoquent la situation à laquelle ils s'attendaient.

L'importance des croyances dans la décision économique conduit à se poser la question de ce qu'est, effectivement, la réalité économique. Prenons un exemple simple, celui du prix, en Bourse, d'une option, c'est-à-dire de la prime que quelqu'un doit payer à un moment donné pour avoir le droit d'acheter un bien (ou un titre) à une date future, à un prix fixé au moment où l'option est faite. La prime qui lui est attachée va dépendre, notamment, des anticipations sur les fluctuations futures des cours boursiers (leur "volatilité"). Fisher Black et Myron Scholes ont proposé une formule pour la calculer - en supposant notamment que les cours boursiers suivent une loi de type "marche au hasard". Si tous les intervenants sur les marchés boursiers adoptent cette formule, alors le prix observé d'une option sera effectivement celui qu'elle donne. Dira-t-on pour autant que le modèle de Black et Scholes explique parfaitement la réalité, comme si elle était indépendante de lui ? Non, bien sûr. On pourra tout au plus constater qu'il y a consensus entre les investisseurs sur le prix des options - tous s'accordant sur le prix donné par la formule de Black et Scholes, qui joue le rôle d'une convention.

Les croyances des membres de la société jouent donc un rôle essentiel dans la caractérisation de cette société, même sur le plan économique. Comment se forment-elles ? Comment se modifient-elles, et dans quelles circonstances ? Voilà des questions auxquelles il n'est pas possible d'apporter de réponse simple, ou générale. La diversité des croyances, elles-mêmes facteur important de la structure sociale, expliquent en partie la diversité des sociétés - qui, à leur tour, contribuent à les façonner ou les entretenir.

Le repli vers les mathématiques

L'impossibilité, en économie, de faire des expériences, de trouver des lois ayant un degré suffisant de généralité et de pérennité, a eu pour conséquence qu'une partie non négligeable de la profession, essentiellement au niveau académique, s'est réfugiée dans l'abstraction et le formalisme. Elle a en quelque sorte cherché à compenser sa frustration de ne pas pouvoir faire des découvertes significatives ou marquantes (tout en étant plus ou moins consciente) en abandonnant les faits et les données au profit de la pure spéculation consistant à obtenir des "résultats" par la seule déduction, à partir d'un certain nombre d'"axiomes" censés caractériser les unités élémentaires de l'économie (ménages et entreprises) - la "rigueur" des mathématiques servant de principale justification. Comme le disent deux économistes mathématiciens réputés, Emile Quinet et Bernard Walliser : "la science économique s'est adaptée à ces difficultés [l'impossibilité de faire des expériences contrôlées] en se dotant d'un corpus théorique hypertrophié, formé de modèles mathématisés permettant de dériver aisément les conséquences des hypothèses faites"(3).

Dans la même veine, Edmond Malinvaud (sans doute l'économiste français le plus connu) écrit - dans un article intitulé de façon significative "Pourquoi les économistes ne font pas de

découvertes" - que les économistes "sont trop souvent loués pour un travail initial sur des modèles très spéciaux d'économies imaginaires, travail laissant la tâche inachevée, tandis que les explorations plus utiles et pénibles de l'adéquation au monde réel ne retiennent guère l'attention"(4).

Les publications en économie sont, dans les revues académiques, celles qui comportent la plus grande proportion d'articles sans aucune donnée - très loin devant la physique, et encore plus de la sociologie (5). Il est par ailleurs notoire que les "applications" données dans les ouvrages de microéconomie+ sont inventées de toutes pièces (6). Souvent, on présente comme une avancée le fait de mettre sous forme mathématique des idées... banales, ou connues depuis longtemps. Ainsi, le prix Nobel d'économie a été attribué à Joseph Stiglitz et George Akerlof, en 2001, pour avoir "démonstré" (mathématiquement) que l'"asymétrie d'information+" est source d'inefficacité. Pourtant, cela fait plusieurs siècles qu'assureurs, banquiers et employeurs (pour ne parler que d'eux) connaissent le phénomène, même s'ils ne l'appelaient pas ainsi - la nouvelle "théorie" leur empruntant d'ailleurs une bonne partie de leur vocabulaire ("relation mandant-mandataire" et "aléa moral+", par exemple). D'où les tarifications par type de population et le système de bonus-malus des compagnies d'assurances ; d'où les cautions ou les garanties demandées pour un prêt bancaire ; d'où la législation destinée à protéger le consommateur (ou l'acheteur) d'un bien ; d'où les entretiens, tests, stages, types de contrats (intérimaire, à durée déterminée ou indéterminée, etc.) et les systèmes d'incitations utilisés par les employeurs dans le cadre de la relation de travail. On peut comprendre tout cela sans écrire une équation (7) - les équations n'apportant d'ailleurs strictement rien de plus, si ce n'est de faire croire le contraire.

Comment cela est-il possible ?

Cette dérive mathématique en économie (du moins au niveau universitaire) suscite inévitablement la question, notamment de la part des étudiants en économie : "Mais comment cela est-il possible ?" Une première réponse est d'ordre à la fois institutionnel et psychologique. Ceux qui ont investi dans la formalisation - essentiellement ceux qu'on appelle les "orthodoxes" -, et qui se sont pris au jeu, ont beaucoup de difficulté à reconnaître que ce qu'ils font n'a aucune pertinence : d'une certaine façon, c'est leur raison d'être qui est en jeu (d'autant qu'ils ont été sélectionnés sur leur capacité à manipuler des symboles mathématiques). Ils peuvent accepter les critiques, au nom du "réalisme", mais dans certaines limites. Quant aux autres, les "hétérodoxes", ils se laissent généralement impressionner par ce que font les orthodoxes : devant leur profusion de modèles et d'équations, auxquels ils ne comprennent pas grand-chose, il leur est difficile de penser que ce n'est que du vent - même s'ils s'en passent complètement dans ce qu'ils font, notamment leurs études factuelles (8). En réalité, un *modus vivendi* s'est instauré : chacun mène ses activités dans son coin, en publiant dans "ses" revues, tout en se sentant membre de la même "communauté scientifique".

Une deuxième réponse à la question consiste à avancer l'argument du "comme si" : faisons comme si les hypothèses étaient vraies (alors qu'elles ne le sont manifestement pas) et voyons si la théorie fait des prévisions correctes (observables). Par exemple, faisons comme si les consommateurs (ou les entreprises) connaissaient le prix (donné) de chaque bien, présent et futur (et pour chaque "état de la nature" possible), comme s'ils connaissaient toutes leurs ressources présentes et à venir (évaluées aux prix donnés) et comme s'ils pouvaient établir des contrats leur garantissant qu'ils obtiendront les biens qu'ils demandent dans chaque état de la nature possible dans le futur (eux-mêmes s'engageant à fournir ce qu'ils offrent, également pour chaque état de la nature possible). Ces hypothèses étant faites, étudions les principales caractéristiques des offres et des demandes qui peuvent en être déduites (grâce aux mathématiques). D'où les "résultats" qui peuplent les manuels de microéconomie+ et les revues économiques dites "scientifiques" - et que personne ne teste, évidemment, alors que le test des prédictions est la seule justification des "comme si" (9). Dans le cas présent, le but des "comme si" est, entre autres, d'éliminer l'incertitude du modèle, notamment celle qui provient de ce que chaque décideur rationnel devrait chercher à anticiper ce que feront les autres (10). Or, comme nous vivons dans un monde où l'incertitude joue un rôle primordial - et où il n'existe pas d'institution où l'on pourrait faire des ventes et des achats à terme pour tous les

biens et pour tous les "états de la nature" -, il est impossible de faire les calculs que suppose la théorie (en partant du principe que l'individu sait et peut les faire, ce qui n'est sûrement pas le cas de la très grande majorité des étudiants en économie !). Il suffit d'ailleurs d'observer autour de soi - et de s'observer soi-même - pour constater que, la plupart du temps, on agit par routine, par habitude ou sous l'influence de la coutume, en appliquant des règles simples (par exemple, épargner une partie de son revenu à titre de réserve, face aux aléas de la vie). On est bien loin des élucubrations de la "théorie du consommateur" de la microéconomie+ et de ses "comme si" (11) ! Finalement, la réponse à la question du "comment cela est-il possible ?" doit être recherchée du côté de l'idéologie.

Economie et idéologie

L'économiste est forcément impliqué dans la société où il vit. S'il a entrepris des études d'économie, c'est souvent parce qu'il se sent particulièrement concerné par elle - et parce qu'il veut l'améliorer. Ses opinions, ses croyances - son idéologie - vont le porter vers certaines théories plutôt que d'autres, qu'elles soient avec ou sans mathématiques. L'utilisation de ces dernières est toutefois souvent présentée comme la garantie d'une approche "non idéologique". Ce qui est absurde : tout modèle économique, mathématique ou pas, est construit sur la base d'un certain nombre d'hypothèses ayant une signification économique. C'est là, et dans l'interprétation des résultats mathématiques, que se niche l'idéologie.

Prenons le cas du modèle phare de l'économie mathématique : le modèle dit de concurrence parfaite+, déjà donné en exemple lors de la discussion du "comme si". Ce modèle a pour hypothèse centrale que les agents (ménages et entreprises) sont "preneurs de prix" : ils ne proposent pas les prix (qui sont donc "donnés"), et ils pensent tous que leurs actions (offres et demandes) ne vont pas avoir d'action sur eux. Il s'ensuit, forcément, qu'il doit exister quelqu'un qui propose des prix, que tout le monde connaît. Ce "quelqu'un" (12) recueille ensuite les offres et les demandes aux prix proposés, puis fait varier ceux-ci jusqu'à ce qu'"il" trouve le prix égalisant les offres et les demandes globales (prix dit "d'équilibre"). En outre, les échanges "directs" entre ménages et entreprises sont interdits, y compris lorsque les prix d'équilibre sont connus (13). Si toutes ces conditions sont remplies, l'équilibre (après échanges) est "optimal" ou "efficient" - propriété souhaitable, évidemment. C'est à ce stade qu'intervient l'idéologie de celui qui propose ce modèle : il va dire qu'il représente la "concurrence parfaite+", le "marché idéal", à la fois "décentralisé" et sans Etat (14) ! Ce qui est complètement absurde : le modèle proposé n'a strictement rien à voir avec la concurrence et le marché, tels qu'on les entend habituellement (même si c'est de façon vague) : c'est un système très centralisé, où les agents n'ont que le droit de faire des offres et des demandes aux prix affichés, et où "quelqu'un" dicte toutes les règles (même si c'est en vue de leur bonheur). Pourtant, presque tous les traités d'économie, orthodoxes ou hétérodoxes, reprennent l'absurdité selon laquelle la "concurrence parfaite+" décrirait le marché idéal (ils divergent seulement sur l'importance des "imperfections" qui peuvent affecter le résultat du modèle). Une telle attitude de la part de personnes si savantes - dont des prix Nobel d'économie - ne peut s'expliquer que pour des raisons idéologiques : la croyance fortement ancrée que des marchés sans entraves, "parfaits", ne peuvent que conduire à un résultat "optimal". Or, comme celui-ci n'est possible qu'avec une forme d'organisation très centralisée - où le "centre" fait, sans coût, tout le travail de coordination d'une multitude de choix individuels -, on parlera malgré tout de "marché idéal" à propos de cette forme d'organisation. Vu que cela est quand même dur à faire avaler, les présentations usuelles du modèle dit "de concurrence parfaite+" donnent de celle-ci une version embrouillée - où il est fait allusion à l'"atomicité+", la "transparence", la "libre entrée", l'"information parfaite", et à d'autres notions aussi vagues, sans contrepartie mathématique -, qui occulte sa principale caractéristique, celle qui fait qu'on est en présence d'un modèle sans intérêt, tout au moins si l'on prétend s'intéresser aux économies de marché : la centralisation (15).

Les modèles dits "à agent représentatif", à l'origine d'une soi-disant "nouvelle macroéconomie+", donnent un autre exemple d'absurdité qui ne peut s'expliquer que pour des raisons idéologiques. Ces modèles prétendent décrire (ou expliquer) ce qui se passe dans les économies réelles (évolution du PIB+, de l'emploi, de l'investissement, etc.), en les assimilant

à un individu (l'image de Robinson Crusoé est souvent convoquée) dont les choix correspondraient à ce qu'on observe dans ces économies (ce que l'agent représentatif décide de produire est comparé au PIB+ du pays observé, le temps qu'il décide de consacrer au travail étant comparé à l'emploi dans ce pays, etc.) (16). Bien que quelques "orthodoxes" prestigieux, dont des prix Nobel, se sont élevés contre de tels délires - le bouchon étant poussé un peu trop loin (17) -, ils continuent néanmoins à croître et à se multiplier. Parce que l'institution le veut (il faut publier ou mourir, et l'agent représentatif est un filon inépuisable du côté de la formalisation mathématique) et parce qu'ils véhiculent l'idéologie du "marché efficient" : si on laisse Robinson tranquille - sans lui imposer des "rigidités" -, il fait tout pour le mieux...

L'économie, un sujet passionnant

La perspective qui vient d'être dressée est plutôt noire. Mais c'est parce qu'elle a privilégié, pour l'essentiel, la situation qui règne à l'Université - ce qui est justifié par l'impact que celle-ci a, directement ou indirectement, sur le reste de la société. La dérive vers l'étude de modèles abscons et sans intérêt (autre qu'idéologique) a pour conséquence de détourner de l'étude de la réalité. Cette étude - à laquelle, heureusement, beaucoup se consacrent - est pourtant à la fois passionnante et nécessaire. Passionnante, comme l'est toute recherche visant à mieux comprendre les sociétés dans lesquelles nous vivons - et où l'activité économique occupe une place importante. Nécessaire, parce que ces sociétés sont inévitablement confrontées à des problèmes qu'elles doivent résoudre, d'une façon ou d'une autre (comme on le voit actuellement avec les questions des retraites et de l'assurance maladie+). Car il est dans la nature même de l'économie d'être "politique" : lorsqu'il aborde un problème, quel qu'il soit, l'économiste a toujours une idée de ce qui doit être, de ce qu'il pense être la "bonne" solution - en fait, c'est là, presque toujours, sa principale motivation, même si elle n'est pas clairement exprimée (ou même s'il n'en est pas vraiment conscient, tellement sa solution lui semble évidente).

Y a-t-il une science économique ? Sans doute pas, si l'on s'en tient à la définition stricte de ce qu'est une science. Mais, dans le fond, peu importe. Car ce qui est certain, c'est que la réalité économique existe, qu'on doit chercher à la connaître et à la comprendre (même si c'est sans se faire d'illusions), pour le plaisir que procure toute connaissance et parce que personne ne se satisfait de la réalité telle qu'elle est. Si l'on veut transformer la réalité, ou l'améliorer, il faut essayer de la connaître le mieux possible - tout en sachant que cette connaissance ne peut être qu'approximative, historiquement datée et géographiquement située.

(1) Cet article est une version révisée et augmentée de l'article "Une science trop humaine ? L'économie", paru dans La Science au présent, 2004, éd. Encyclopædia Universalis.

(2) C'est en raison de ce scepticisme que pratiquement tous les auteurs de manuels de microéconomie+ se sentent obligés de justifier l'existence même de la microéconomie+, par des arguments d'ordre "épistémologique", sur le problème du réalisme des hypothèses, sur la nécessité inhérente à toute théorie de simplifier, sur l'existence d'"imperfections" (ou "frottements"), etc. Les manuels de physique, de chimie ou de biologie ne sentent pas le besoin de le faire : le lecteur constate de lui-même que ce dont ils traitent correspond à ce qu'il observe.

(3) E. Quinet et B. Walliser, "A quoi sert la science économique ?", Revue d'économie politique, n° 109 (5), 1999.

(4) Revue d'économie politique, n° 106 (6), 1996.

(5) La célèbre étude faite à ce propos par Colander et Klamer, "The making of an economist" (Journal of Economic Perspectives, 1987), demeure toujours valable (certains estiment même que la situation a empiré).

(6) Voir, par exemple, "A quoi sert la microéconomie+ ?", sur le site : www.autisme-économie.org

(7) Dans les livres récents de Stiglitz, où il reproche vivement au FMI+ de ne pas tenir compte des problèmes découlant de l'existence d'asymétries d'information, il n'y a pas une seule équation ; tout peut être expliqué sans elles.

(8) Mais pas dans leurs enseignements, où ils se sentent obligés de présenter longuement les modèles orthodoxes, en faisant passer l'idée qu'ils ont un intérêt, même s'il est "limité" - ce qu'ils pensent, d'ailleurs.

(9) Personne de sensé et d'informé ne pouvant prendre au sérieux cette cascade de "comme si" farfelus. En outre, il résulte du "théorème de Sonnenschein" que "tout peut arriver" dans ce modèle, et donc que celui-ci ne fait aucune prédiction : il n'y a rien à tester. Voir, par exemple, B. Guerrien, La Théorie néoclassique+, éd. La Découverte, 2004.

(10) Cette incertitude (endogène) n'est pas prise en compte dans l'hypothèse sur les "états de la nature" aléatoires, dont la liste, certaine, est connue à l'avance, et dont la réalisation est indépendante des choix des agents économiques (ces états sont dits "exogènes").

(11) Il suffit de consulter n'importe quel ouvrage de gestion pour se rendre compte du peu d'importance que donnent les praticiens à cette théorie. Ainsi, dans les 982 références du chapitre "Théorie du consommateur" de l'Encyclopédie de

gestion, de Simon et Joffre (éd. *Economica*, 1997), il n'y a aucun traité de microéconomie+ (presque toutes les références portent sur des ouvrages de psychologie, de sociologie, d'ethnologie et, évidemment, de marketing+).

(12) L'habitude a été prise de l'appeler "commissaire-priseur".

(13) Car sinon, chacun devrait se lancer à la recherche de ceux qui sont disposés à échanger avec lui (d'où des chaînes d'échanges partiels, avec stockages passagers, etc.). Ce qui ne peut qu'être très long (probablement sans fin) et coûteux (en temps de recherche, en énergie, en stockages, etc.), et donc fort "inefficace".

(14) Ainsi, Joseph Stiglitz écrit, dans ses *Principes d'économie* : "Le modèle concurrentiel de base de l'économie [la concurrence parfaite+] [...] ne fait pas intervenir les pouvoirs publics car, pour comprendre leur rôle dans l'économie, il est nécessaire d'étudier au préalable le fonctionnement d'une économie sans intervention de l'Etat."

(15) Une façon très courante de noyer le poisson consiste à faire allusion à la "main invisible+" du marché (faussettement attribuée à Adam Smith). Ce qui, bien évidemment, n'explique rien du tout. Voir, par exemple, "Ces merveilleux manuels américains", sur le site www.autisme-economie.org (rubrique "Textes du mouvement", puis "Textes critiques sur l'enseignement de l'économie").

(16) Sous prétexte qu'on est "en macroéconomie+", il est supposé que l'agent représentatif ne produit (et ne consomme) qu'un seul bien, dont la quantité est comparée à la valeur du PIB+, en considérant qu'elle est équivalente à une quantité de ce bien.

(17) Par exemple Alan Kirman, "Whom or what does the representative individual represent ?", *Journal of Economic Perspectives*, 1992, et Robert Solow, "Macroeconomics", dans *Advances in Macroeconomic Theory*, éd. par J. Drèze, 2001.

L'Economie politique, n° 022 (04/2004) - Page 97 - Auteur : Bernard Guerrien.